

ACTUALITE AML

11 MARS 2010

Par M. Yvan Gillard, avocat associé, Rusconi & Associés, Lausanne

Points modifiés par rapport à la version du 26.02.2010 :

- chiffre 2.1.1.1 : sanctions SECO contre le Zimbabwe (modifications)

1. Jurisprudence

1.1 305ter CP, prescription ATF 134 IV 307

Art. 305ter al. 1 et art. 97 s. CP, art. 3-5 LBA; violation de l'obligation de diligence dans les opérations financières, prescription.

« L'obligation d'identifier naît avec la relation d'affaires et subsiste jusqu'au terme de celle-ci. L'intermédiaire financier qui, dans le cadre d'une relation d'affaires durable, effectue des actes de gestion sans identifier l'ayant droit économique agit en permanence de manière illicite. La violation de l'obligation de diligence dans les opérations financières se caractérise alors comme un délit continu. Dans cette hypothèse, la prescription court du jour où s'éteint la relation d'affaires, partant le devoir d'identification y relatif, ou du jour où l'intermédiaire financier régularise la situation illicite ainsi créée en identifiant l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales qu'il gère (consid. 2.4). »

Voir notamment SJ 2009 I p.141ss, AJP 2009 / 3 p.361

2. Réglementation

2.1 Suisse

2.1.1 SECO

2.1.1.1 Ordonnance du 19.03.2002 instituant des mesures à l'encontre du Zimbabwe (RS 946.209.2)

Modification de l'ordonnance du 9.3.2010 avec entrée en vigueur le 11.3.2010

Information relative à la modification du 9 mars 2010

2.1.1.2 946.231.138.1 - Ordonnance du 24 février 2010 instituant des mesures à l'encontre de la Guinée

2.1.1.3 RS 946.231.16 - Ordonnance du 19 janvier 2005 instituant des mesures à l'encontre du Libéria

Modification du 17.2.2010 de l'ordonnance, avec entrée en vigueur le 1.3.2010

2.1.1.4 RS 946.231.132.9 - Ordonnance du 3 février 2010 instituant des mesures à l'encontre de l'Erythrée

2.1.1.5 RS 946.203 - Ordonnance du 2 octobre 2000 instituant des mesures à l'encontre de personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au groupe «Al-Qaïda» ou aux Taliban

Modification du 27.01.2010

2.1.1.6 RS 946.231.157.5 - Ordonnance du 28 juin 2006 instituant des mesures à l'encontre du Myanmar

Modification du 15.12.2009 de l'ordonnance, avec entrée en vigueur le 17.12.2009

2.1.1.7 RS 946.231.17 - Ordonnance du 18 janvier 2006 instituant des mesures à l'encontre de l'Ouzbékistan

Abrogation du 4 novembre 2009 de l'ordonnance, avec entrée en vigueur le 5 novembre 2009.

2.1.1.8 RS 946.231.127.6 - Ordonnance du 25 octobre 2006 instituant des mesures à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée

Modification du 01.09.2009 de l'ordonnance; entrée en vigueur le 02.07.2009

2.1.1.9 RS 946.231.169.4 – Ordonnance du 13 mai 2009 instituant des mesures à l'encontre de la Somalie

2.1.2 Autres

2.1.2.1 Ratification par la Suisse de la Convention de l'ONU contre la corruption

La Suisse apporte sa pierre à l'édifice de la lutte contre la corruption

Berne, 25.09.2009 - Le président de la Confédération Hans-Rudolf Merz a déposé hier à New-York l'instrument de ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). En tant qu'Etat partie à cette convention, la Suisse s'engagera

dans la lutte contre la corruption organisée selon des normes plus efficaces au niveau mondial. En ratifiant la CNUCC, la Suisse confirme l'engagement dont elle a fait preuve jusqu'ici pour cette convention, notamment dans le domaine du rapatriement d'avoirs de potentats.

Extrait du communiqué de presse publiée par le DFF

2.1.2.2 Mise en consultation du projet visant à modifier le droit applicable concernant les infractions relatives au délit d'initié et à la manipulation de cours, actuels art 160 et 161 CP

Le projet présenté, qui prévoit le transfert des art. 160 et 161 CP dans la loi sur les bourses (LBVM), instaure une infraction qualifiée en matière de délit d'initiés et de manipulation de cours qui fait de tels agissements des crimes dont le produit sera désormais susceptible de blanchiment (art.44a et 44b nouveaux LBVM).

<http://www.efd.admin.ch/dokumentation/gesetzgebung/00571/01634/index.html?lang=fr>

2.2 Internationale

2.2.1 GAFI / FATF

2.2.1.1 La déclaration publique du GAFI DU 18.02.2010

Juridictions présentant toujours des déficiences concernant les mesures anti-blanchiment (AML) et lutte contre le financement du terrorisme (CFT) :

- Iran : graves déficiences en matière de lutte contre le financement du terrorisme
- Angola : ne respecte pas les standards AML/CFT du GAFI
- République Démocratique de Corée : ne respecte pas les standards AML/CFT du GAFI
- Equateur : Déficiences importantes au niveau AML/CFT
- Ethiopie : ne respecte pas les standards AML/CFT du GAFI
- Pakistan : inquiétudes persistantes malgré les efforts entrepris
- Turkmenistan : inquiétudes persistantes malgré les efforts entrepris
- Sao Tome and Principe : inquiétudes persistantes malgré les efforts entrepris

2.2.1.2 Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le secteur des valeurs mobilières, 26.10.09

« Le secteur des valeurs mobilières est un des secteurs essentiels du secteur financier par lequel les personnes physiques et morales peuvent accéder au système financier, et fournit des occasions aux criminels d'en abuser. Le rapport du GAFI décrit (i) comment les criminels peuvent utiliser les valeurs mobilières pour blanchir des capitaux et financer le terrorisme et (ii) comment des fonds illicites sont générés au travers d'activités frauduleuses ».

Extrait de l'annonce publiée par le GAFI, le 26.10.09

2.2.1.3 Blanchiment de capitaux via le secteur du football, 01.07.09

« Le GAFI vient d'achever une étude sur ce qui est susceptible de rendre le secteur du football attrayant pour les criminels. Cette étude fournit plusieurs exemples de domaines qui pourraient être exploités par ceux qui souhaiteraient placer de l'argent d'origine illicite dans le football. Pour réaliser cette étude, ses auteurs ont collaboré avec plusieurs organisations sportives représentatives ainsi qu'avec des experts de pays membres et non-membres du GAFI ».

Extrait de l'annonce publiée par le GAFI, le 01.07.09

2.2.2 BASEL COMMITTEE

2.2.2.1 Microfinance activities and the Core Principles for Effective Banking Supervision (Consultative document, February 2010).

Le 18^{ème} principe de ce projet du Comité de Bâle, en consultation jusqu'au 07.05.2010, traite du risque d'abus des structures relatives au micro-crédit, et notamment sous l'angle du risque de blanchiment. Le Comité rappelle que le GAFI promeut la « risk based approach », aux termes de laquelle il peut être renoncé, dans certaines conditions, aux mesures de due diligence habituellement nécessaires.

2.2.2.2 Guidance on cross-border wire transfer messages released by the Basel Committee, 12.05.09

“ The processing of cross-border wire transfers often involves several financial institutions. This paper provides guidance for situations in which one or more intermediary banks are located neither in the jurisdiction of the originator's bank nor in that of the beneficiary's bank.

This document describes the supervisory expectations for the information that must be included in payment messages related to cover payments, the mechanisms that must be used to ensure that complete and accurate information has been included in such messages, and the use that should be made of the information for anti-money laundering purposes and to combat the financing of terrorism. “

Extrait de l'annonce publiée par la BIS, le 12.05.2009

2.2.3 MONEYVAL (COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ÉVALUATION
DES MESURES DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT
DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME)

Déclaration publique en vertu de la sixième étape de la procédure de
conformité renforcée à l'égard de l'Azerbaïdjan, 11.12.2009

http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/moneyval/About/AZE_StatDec09_fr.pdf

3. Autres

**3.1 Swiss Banking : Changements dans le commentaire de la
CDB 08**

Circulaire ASB no 7634 du 18.11.2009